

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Le-PC-de-Grece-dresse-la-liste-des.html>

Le PC de Grèce dresse la liste des nouvelles mesures d'austérité adoptées en février 2012 et dénonce les illusions du réformisme européiste semées par SYNAPSISMOS

Date de mise en ligne : mercredi 14 mars 2012

Description :

- Actualité politique internationale - Europe - Grèce -

Repris de

Vendredi 17 février 2012

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Les mythes sur la crise et la réponse du KKE et du mouvement syndical sur des positions de classe

Une vie infernale pour la classe ouvrière, pour l'ensemble des travailleurs, voilà ce que réserve le « *front noir* » de la coalition gouvernementale, de la Troika et de la ploutocratie. Leur accord sur les mesures qui ont été annoncées n'est que le début, préfigurant de mesures bien pire encore, qu'ils vont mettre en place avec leur nouveau accord d'ici juin 2012.

Le nouveau mémorandum de paupérisation des travailleurs voté le 12 février comprend entre autres les mesures suivantes :

1 - Salaires :

- Diminution du salaire minimum de 22% (Accord collectif général nationale/NGCA ; accords professionnels et de branche) ;
- Diminution supplémentaire du salaire minimum pour tout nouvellement embauché de 10%, en plus de la diminution de 22%, à savoir une baisse de 32% ;
- Suppression des conventions de branche ;
- Gel des salaires jusqu'en 2015 ;
- Les emplois à temps plein peuvent être transformés en emploi à temps partiel, sur décision du patron ;
- Les augmentations automatiques de salaire basées sur l'ancienneté sont suspendues tant que le chômage ne descendra pas en-dessous de 10%, de fait elles sont abandonnées ;
- Les conventions collectives auront une durée maximale de 3 ans ;
- Toutes les conventions collectives qui s'appliquent aujourd'hui expireront une année après adoption du nouveau mémorandum ;
- Révision de la nouvelle NGCA d'ici la fin juillet afin de s'aligner sur le salaire minimum des pays concurrents (Portugal, Turquie, Europe centrale et du sud-est) ;
- Suppression du recours unilatéral à l'arbitrage prud'hommal ;

2 - Retraites - contributions sociales :

- Baisse des salaires de 300 millions d'euros par an. Les nouvelles baisses toucheront à la fois les pensions de base et complémentaires ;
- De nouvelles baisses dans les retraites de base de plusieurs fonds de pension qui vont s'appliquer rétroactivement à partir du 1er janvier 2012 ;
- Fusion de tous les fonds de pension complémentaires d'ici juin 2012 ;

- Baisse de 2% des cotisations sociales patronales avec suppression des cotisations pour l'Organisme du logement ouvrier et des allocations sociales. Ces organisations vont fermer leur portes ;
- Nouvelle baisse des cotisations que les patrons vont payer pour l'IKA (le plus grand fonds de pension des travailleurs du privé) à partir du 1er janvier 2013 de 3% ;

3 - Employés du secteur public, des anciennes entreprises et banques publiques

- La suppression des emplois stables dans les anciennes entreprises et banques publiques et baisse des salaires ;
- Nouveaux licenciements de 15 000 fonctionnaires en 2012, à travers le dispositif de la « *réserve de main d'oeuvre* » ;
- Réduction du nombre de travailleurs du secteur public, travaillant avec des contrats temporaires, par le non-renouvellement des contrats ;
- Coupes de 636 millions d'euros des salaires des employés du secteur public payés selon une échelle de salaires spécifique d'ici la fin juillet 2012 ;
- Nouvelles coupes dans les salaires du secteur public par la révision de l'échelle des salaires ;
- Suppression de 150 000 postes de fonctionnaires d'ici 2015, et non-remplacement de 4 fonctionnaires sur 5 ;
- Diminution du nombre général de nouvelles recrues dans les académies (armée, police) qui garantissait un emploi automatique dans le secteur public ;
- Fermeture d'organisation et d'entités publiques d'ici juin 2012

4 - Nouvelles mesures en 2012 :

- Réduction des dépenses dans le secteur de la santé de 1,1 milliards d'euros ;
- Coupes dans une série d'allocations sociales, en adoptant des critères de revenu ;
- Baisse des allocations pour les familles avec plus de 3 enfants ;
- Baisse des dépenses de fonctionnement et de consommation de l'État de 300 millions d'euros ;
- Coupes dans plusieurs entités sous contrôle des ministères de l'Éducation et de la Culture de 200 millions d'euros ;
- Baisse des dépenses sur les heures supplémentaires pour les médecins dans les hôpitaux de 50 millions d'euros ;
- Diminution du budget des Programmes d'investissement public de 400 millions d'euros ;
- Baisse des dépenses militaires pour la défense du pays ;
- Un nouveau système fiscal en juin 2012 qui supprimera une série d'exemptions fiscales qui reste au bénéfice des travailleurs. D'importantes exonérations fiscales seront concédées au grand capital ;

Les mythes sur la crise, propagés par SYNAPSISMOS et le PGE, doivent être rejetés

On ne vient pas de découvrir ce massacre des acquis de la classe ouvrière et des couches populaires acté par le mémorandum du 12 février 2012 tout comme par le premier Mémorandum (2010) et le Programme à moyen terme, il était écrit depuis le Traité de Maastricht jusqu'à la « Stratégie Euro 2020 » dont ont convenu l'ensemble des gouvernements de l'UE avant la crise. La crise est celle du système capitaliste même et non celle de la dette comme l'affirment plusieurs forces bourgeoises et opportunistes. La crise capitaliste est l'occasion et le prétexte pour imposer maintenant des mesures qui étaient prévues à l'avance et sont nécessaires à la compétitivité et à la profitabilité des monopoles Européens. Ce sont des mesures réactionnaires qui ont comme objectif immédiat de créer une force de travail bon marché et de pousser à la faillite toute une série de PME. Sans transformations radicales au niveau de l'économie et du pouvoir, tant que les monopoles capitalistes seront partout dominants au sein de l'UE il ne pourra y avoir de solution dans les intérêts du peuple, comme on le retrouve chez certaines conceptions de forces opportunistes, tel SYNAPSISMOS et les forces du Parti de gauche européenne (PGE). Les divers fonds soi-disant dans les intérêts du peuple, l'utopique humanisation de la BCE, les divers emprunts qui seront financés par le peuple à travers les Euro-bonds ou par la re-négociation proposée par le PGE ou par le partage de la dette entre une partie supposée légitime et une autre odieuse, ce qui signifie que le peuple aurait encore à la payer.

De tels propositions gestionnaires vont dans le sens de la profitabilité capitaliste et contre les intérêts du peuple, elles doivent être rejetées.

La réponse du KKE et du mouvement syndical sur des positions de classe

Il en est désormais de la responsabilité du peuple. Il nous faut empêcher le pire. A cette fin, l'objectif fondamental du mouvement populaire doit être le renversement du capitalisme. La seule issue est le pouvoir populaire de la classe ouvrière avec retrait de l'UE et annulation unilatérale de la dette. Il n'y a pas d'autre solution dans les intérêts du peuple.

Dans le déroulement d'une lutte de classe qui s'intensifie, la chute du gouvernement et les élections seront un point d'appui dans la lutte de classe, à condition que l'on s'en serve comme d'une arme pour produire une rupture encore plus importante dans ce système politique. Désormais, la question pour le peuple et pour chaque travailleur, pour les chômeurs, les travailleurs indépendants, les pauvres paysans, les jeunes et les femmes des couches populaires, pour chaque individu ce n'est pas juste de se libérer des partis de la ploutocratie, mais de soutenir le KKE. C'est seulement de cette façon qu'il pourra y avoir vraie rupture dans le fond.

Tout autre option politique ne les effraie pas, ne leur rend pas la vie plus difficile, mais rend plus facile l'adoption d'une solution politique qui va rapidement se matérialiser pour continuer le massacre du peuple. Cela facilitera la promotion de nouvelles forces de réserve dans le système politique bourgeois, probablement de nouveaux partis ou alliances politiques, qui chercheront à bernier de la manière la plus efficace le peuple. Seule l'alliance avec le KKE peut servir les intérêts du peuple, car une ligne politique dans les intérêts du peuple ne peut exister que sous pouvoir populaire. Mais cela n'est pas suffisant ; aujourd'hui, les travailleurs ne doivent pas seulement se considérer comme de simples électeurs. Ils doivent être actifs, contribuer au travail syndical sur une base quotidienne, aux comités de lutte sur les lieux de travail, aux comités populaires sur chaque problème qui se pose au peuple afin que l'offensive anti-populaire rencontre une réponse concrète jusqu'à l'affrontement final pour le pouvoir.

Vendredi 17 février 2012

Traduction AC pour <http://solidarite-internationale-pc...>